
L'impossible alliance : le SPD face à *Die Linke*

Tim Spier

Juin 2009

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne à Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme l'un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent
que la responsabilité des auteurs.*

**Les "Notes du Cerfa" font l'objet d'un soutien de la
Fondation Robert Bosch.**

Robert Bosch **Stiftung**

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

© Tous droits réservés, Ifri, 2009

ISBN : 978-2-86592-562-9

IFRI

27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 - France
TEL.: 33 (0)1 40 61 60 00
FAX: 33 (0)1 40 61 60 60
E-Mail: ifri@ifri.org

IFRI-BRUXELLES

Rue Marie-Thérèse, 21
B -1000 Bruxelles - Belgique
TEL.: 32(2) 238 51 10
FAX: 32(2) 238 51 15
E-Mail: info.bruxelles@ifri.org

SITE INTERNET: ifri.org

Sommaire

INTRODUCTION	2
LE SUCCÈS DU « PARTI DE GAUCHE » AUX ÉLECTIONS NATIONALES DE 2005	4
LA CRISE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE	8
LES RELATIONS DIFFICILES DU SPD ET DE <i>DIE LINKE</i>	13
CONCLUSION.....	17

Introduction

Face au déclin du SPD dans les sondages, le débat politique en Allemagne se focalise en grande partie sur une alliance impossible : *Die Linke* (« La Gauche »), le parti fondé en 2007 par l'ex-dirigeant du SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*) Oskar Lafontaine, doit-il être sollicité par les sociaux-démocrates pour les soutenir ou même leur permettre de constituer un gouvernement au niveau de l'Etat fédéral ou des Länder ? L'ancien chef de la CSU (*Christlich-Soziale Union*) Erwin Huber n'a pas été le seul à instrumentaliser la possibilité strictement mathématique d'une telle coalition en s'écriant : « L'Allemagne ne devra jamais être dirigée par un front populaire rouge-rouge-vert ! »¹. Le ministre-président de Hesse, Roland Koch (*Christlich Demokratische Union Deutschlands*, CDU), a lui aussi dénoncé la tentative de sa rivale Andrea Ypsilanti (SPD) de se faire élire avec les voix de *Die Linke* comme une tentative de constituer une telle union de gauche².

Comment expliquer ce débat enflammé ? Depuis les élections au Bundestag de 2005, les deux camps politiques établis en Allemagne n'ont plus de majorité propre. Le camp « noir-jaune » conservateur constitué par la CDU/CSU et les libéraux du FDP (*Freie Demokratische Partei*), qui dominait la vie politique allemande sous le chancelier Helmut Kohl jusqu'en 1998, n'est pas parvenu à constituer une majorité sous la direction de sa candidate Angela Merkel ; le chancelier Gerhard Schröder n'a pas été davantage en mesure de pré-server la confortable majorité parlementaire dont jouissait jusqu'alors la coalition formée par le SPD et les écologistes de *Bündnis 90/Die Grünen* (« Alliance 90/Les Verts »). En effet, le « Parti

Tim Spier est docteur en sciences politiques, professeur à l'université Heinrich Heine de Düsseldorf et chercheur à l'Institut de recherche sur les partis politiques et le droit des partis (Institut für Parteienrecht und Parteienforschung).

¹ « CSU und SPD liefern sich heftigen Schlagabtausch – Huber und Beckstein warnen vor Bündnissen mit Linken », *Agence France Presse*, 6 février 2008.

² « Lafontaines graue Mäuse », *Die Zeit*, 24 janvier 2008.

L'expression « Front Populaire » (*Volksfront*) n'a pas la même consonance en Allemagne qu'en France, où elle renvoie historiquement à l'alliance entre la SFIO, le PCF et le Parti radical-socialiste. Conclue en 1934-1935 sous l'égide de Léon Blum, Maurice Thorez et Edouard Herriot, elle aboutit en 1936 à l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement français impliquant des communistes. L'expression « front populaire » s'est depuis internationalisée pour désigner une alliance entre les partis sociaux-démocrates, socialistes et communistes ; le terme est brandi comme un épouvantail par les partis conservateurs et libéraux allemands, qui voyaient dans la coopération avec les communistes le premier pas vers la subversion et la révolution.

de gauche » (*Linspartei*), une alliance du PDS (*Partei des Demokratischen Sozialismus*, Parti du Socialisme Démocratique) et d'une fraction sécessionniste du SPD, WASG (*Wahlalternative Arbeit und soziale Gerechtigkeit*, Alternative électorale Travail & Justice sociale), avait rencontré un certain succès dans les urnes. Cette alliance, qui a formé un parti unitaire seulement en 2007, avait obtenu 8,7 % des « deuxièmes voix »³ et avait fait son entrée au Bundestag avec 54 députés. Ceci donna naissance à une situation de blocage dans cette chambre, empêchant tant la formation d'un gouvernement noir-jaune (FDP – CDU/CSU) que celle d'un gouvernement rouge-vert (SPD / Verts), et conduisit finalement à la mise en place de la « grande coalition » qui unit la CDU/CSU et le SPD. Les partis conservateurs, en particulier la CDU/CSU, craignent que la majorité numérique du SPD, des Verts et de *Die Linke* au parlement permette la formation d'un gouvernement fédéral sans leur participation.

³ Les députés sont élus au Bundestag suite à une élection directe au scrutin majoritaire, mais les partis bénéficient aussi d'un contingent de députés élus à un scrutin proportionnel de liste (« deuxième voix ») (NDLR).

Le succès du « Parti de Gauche » aux élections nationales de 2005

Pour mieux comprendre la genèse de cette situation, il est utile d'analyser plus avant le succès du « Parti de gauche » lors des élections au Bundestag de 2005. Pour cela, il faut se souvenir de la situation initiale des deux partis dont il est issu, le PDS et la WASG. Depuis 1990, le PDS présentait des candidats lors de toutes les élections nationales allemandes. Il était le successeur officiel du Parti socialiste unifié d'Allemagne (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, SED), qui avait dirigé la RDA jusqu'à sa disparition. Après la réunification, le PDS essaya sans grand succès de s'imposer dans toute l'Allemagne comme une force politique à la gauche du socialisme. Ce fut seulement lors des élections au Bundestag de 1998 qu'il parvint à rallier effectivement plus de 5% des suffrages⁴. Lors des élections précédentes, en 1990 et 1994, seules des règles électorales particulières lui avaient ouvert les portes du Bundestag, alors qu'en 2002, exception faite de deux candidates élues au suffrage direct, il ne parvint pas à franchir les obstacles du droit électoral.

L'échec du PDS à exister à l'échelon fédéral, à gauche de la social-démocratie, s'explique par deux facteurs. Dans les « nouveaux Länder » de l'Est, le parti pouvait certes s'appuyer sur les structures du SED partiellement intactes et sur la base électorale que constituaient les anciennes classes socioprofessionnelles supérieures et intermédiaires de la RDA. Ce réservoir de voix lui assurait des résultats électoraux réguliers à l'Est lors des élections au Bundestag, avec environ 20% des suffrages. Cependant, l'adhésion de nouvelles catégories d'électeurs se faisait de manière hésitante. En particulier, les groupes d'électeurs qui tendent à voter pour les partis de gauche dans d'autres pays d'Europe de l'Ouest, tels que les ouvriers et les chômeurs, restaient au début imperméables au PDS⁵. Le conflit entre capital et travail n'avait aucunement disparu dans « l'Etat des ouvriers et paysans » qu'était la RDA, mais s'était simplement transformé. Il avait été remplacé, dès les premières années de la RDA, par

⁴ Un parti politique doit dépasser ce seuil de 5% des suffrages au plan national pour accéder à une représentation au Bundestag (NDLR).

⁵ O. Nachtwey et T. Spier, « Günstige Gelegenheit? Die sozialen und politischen Entstehungshintergründe der Linkspartei », in T. Spier et al. (dir), *Die Linkspartei. Zeitgemäß Idee oder Bündnis ohne Zukunft?*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2007, p. 26-27.

un conflit entre le travail et l'administration de planification étatique, dont les directives de production et normes de travail empêchèrent les ouvriers de s'enthousiasmer pour « l'avant-garde de la classe ouvrière ». Après la réunification, le PDS, issu d'une mue du SED, ne parvint pas à séduire ce groupe d'électeurs : jusque dans les années 1990, à l'Est, le PDS n'était aucunement un parti ouvrier.

Le deuxième facteur de l'échec du PDS à exister à l'échelon fédéral, à gauche de la social-démocratie, résidait dans l'incapacité du parti à se développer à l'Ouest⁶. Il y était perçu, surtout à ses débuts, comme l'héritier du SED, c'est-à-dire du parti qui était responsable de décennies de dictature et d'oppression. On peut certes présumer que la présence durable du PDS au Bundestag et dans les parlements des Länder (*Landtage*) de l'Est a effacé progressivement ces réticences et contribué à créer une certaine accoutumance à ce parti, y compris à l'Ouest. Cependant, le PDS a toujours conservé l'identité d'un parti de l'Est, en défendant de manière résolue les intérêts est-allemands, ce qui a suscité un sentiment d'altérité culturelle chez les électeurs ouest-allemands, même parmi les gauchistes convaincus. De plus, le parti devait d'abord se doter de structures et d'une base d'adhérents à l'Ouest. Ainsi, il n'est pas surprenant que le PDS n'ait jamais obtenu plus de 1,2% des suffrages avant les élections au Bundestag de 2002. Lorsqu'en 2002, il ne fut plus représenté au parlement, de nombreux observateurs annoncèrent sa disparition en tant que force politique nationale. Dans le meilleur des cas, on lui prédisait un avenir en tant que « parti régional » survivant dans l'Est du pays.

A partir de 2002, durant le second mandat de la coalition vert-rouge sous le chancelier Gerhard Schröder, il devint cependant clair qu'une place était encore libre sur l'échiquier politique allemand, à gauche de la social-démocratie, même si le PDS ne parvenait pas à la revendiquer efficacement⁷. L'orientation économique libérale du chancelier, dominée par les réformes de « l'Agenda 2010 », suscita le mécontentement de nombreux électeurs et adhérents du SPD. Même des médias conservateurs qualifièrent les réformes de l'économie et de la politique sociale contenues dans l'Agenda 2010 de « plus grande réduction des prestations sociales depuis 1949 »⁸. La controverse la plus vive fut suscitée par la loi « Hartz-IV » qui en était tirée. Ce texte prévoyait la fusion des aides aux chômeurs et des aides sociales pour créer une allocation chômage *Arbeitslosengeld II*, ce qui portait préjudice surtout aux bénéficiaires des aides attribuées aux chômeurs.

⁶ M. Koß, « Durch die Krise zum Erfolg? Die PDS und ihr langer Weg nach Westen », in T. Spier et al. (dir), *Die Linkspartei. Zeitgemäße Idee oder Bündnis ohne Zukunft?*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2007, p. 120-127.

⁷ F. Walter et T. Spier, « Viel Lärm um nichts? Zu den Erfolgsaussichten einer neuen Linkspartei », *Gewerkschaftliche Monatshefte*, vol. 55, n° 6, 2004.

⁸ « Hartz IV – Die größte Kürzung von Sozialleistungen seit 1949 », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 30 juin 2004.

L'Agenda 2010, qui avait été annoncé par G. Schröder de manière autoritaire et sans discussion préalable, mit à l'épreuve la cohésion interne du SPD. L'exigence de justice sociale avait été l'un des piliers centraux – sinon le seul – de la victoire électorale de 1998. De plus, la justice sociale constituait le noyau de l'identité du parti. Rien qu'au cours des deux premières années du deuxième gouvernement Schröder, entre 2002 et 2004, la social-démocratie perdit 110 000 adhérents⁹. Au cours de la même période, ses scores dans les sondages effectués dans l'ensemble de l'Allemagne passèrent d'environ 40% à 25% ; elle enregistra des pertes parfois élevées lors de dix élections consécutives pour les *Landtage* et perdit la présidence de Länder importants¹⁰. Des syndicats, des organisations sociales et des groupes de gauche appelèrent à des manifestations de masse, qui réunirent – fait rare en Allemagne – jusqu'à plusieurs centaines de milliers de participants.

C'est dans ce contexte que fut fondée la WASG, qui prit d'abord la forme de deux organisations séparées en Allemagne du Nord et en Allemagne du Sud. Alliance d'anciens du SPD, de responsables de divers syndicats et d'intellectuels de gauche, la WASG était susceptible d'attirer les électeurs déçus par le SPD. Plus précisément, elle n'avait pas à lutter en Allemagne de l'Ouest contre les problèmes culturels qu'y rencontrait le PDS. Cependant, cette formation très récente ne pouvait pas espérer franchir d'emblée le seuil des 5% prévu par le droit électoral allemand. Déjà à la fin des années 1970 et au début des années 1980, il avait fallu à aux Verts plus de cinq ans pour se constituer un réservoir d'électeurs susceptible de leur faire franchir le seuil des 5%. Ce problème devint évident dès la première participation de la WASG à un scrutin, lors des élections au *Landtag* de Rhénanie du Nord-Westphalie, lors desquelles le parti recueillit 2,2% des voix. Dans ce cas particulier, les conditions de départ étaient pourtant particulièrement favorables à la WASG : dans ce Land d'Allemagne de l'Ouest, où la part d'ouvriers dans la population était toujours forte, la WASG pouvait s'appuyer sur un potentiel d'électeurs relativement élevé, faisait l'objet d'une grande attention de la part des médias nationaux et pouvait compter sur la plus forte de ses fédérations au niveau des Länder.

Un échec était pareillement prévisible pour la WASG dans le cas d'élections au Bundestag : la nouvelle alliance politique aurait eu à présenter des listes dans des Länder où les conditions lui étaient nettement moins favorables et où elle aurait dû craindre la concurrence du PDS sur ses bastions est-allemands. De plus, la WASG aurait dû remettre dans les délais fixés 2000 signatures de soutien valables pour chaque liste présentée au niveau du Land et 200 pour chaque circonscription

⁹ E. Wiesendahl, *Mitgliederparteien am Ende? Eine Kritik der Niedergangsdiskussion*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2006, p. 48.

¹⁰ U. v. Alemann et T. Spier, « Doppelter Einsatz, halber Sieg? Die SPD und die Bundestagswahl 2005 », in O. Niedermayer (dir), *Die Parteien nach der Bundestagswahl 2005*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2008.

électorale, exigence à laquelle les partis déjà représentés au Bundestag ou dans un Landtag ne sont pas soumis. Si la WASG voulait pouvoir espérer une victoire, il fallait donc qu'elle se présente avec le PDS. Le PDS lui-même avait obtenu 4,0% des suffrages lors des élections au Bundestag de 2002, qui avaient été désastreuses pour lui. Il n'avait pas besoin de remettre les signatures de soutien, puisqu'il avait été capable de constituer des groupes parlementaires dans plusieurs Landtage. De surcroît, il disposait d'un appareil de parti organisé, rompu aux campagnes électorales, dont la jeune WASG, soutenue seulement par quelques syndicats, ne pouvait que rêver.

Après que le SPD eut perdu en mai 2005 son dernier bastion important lors des élections au parlement du très peuplé Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, le chancelier Schröder choisit de jouer son va-tout lors d'élections anticipées. Le scrutin devait décider du sort de la coalition gouvernementale vert-rouge. Au vu des mauvais résultats du SPD dans les sondages, certains critiques parlèrent d'un « suicide par peur de la mort »¹¹. Mais G. Schröder avait de bonnes raisons. Par ce scrutin anticipé, il voulait notamment prévenir une alliance du PDS et de la WASG et ainsi empêcher l'émergence d'un acteur fort à gauche de la social-démocratie, susceptible d'attirer des électeurs insatisfaits. Mais il échoua à prendre ses adversaires de court : par manque de temps, ceux-ci renoncèrent à mener de longues négociations, qui auraient mis à jour les différences de programme entre le PDS et la WASG. De plus, l'ex-ministre des Finances et ancien chef du SPD, Oskar Lafontaine, avait proposé d'être leur tête de liste, à la condition que le PDS et la WASG se présentent ensemble cependant. Les dirigeants des deux partis de gauche n'avaient donc plus guère de marge de manœuvre. Dès le 10 juin 2005, ils se mirent d'accord sur une alliance électorale.

Le résultat fut, d'un point de vue allemand, spectaculaire : l'alliance électorale qualifiée de « Parti de gauche », formée du PDS et de la WASG, obtint 8,7% des voix lors des élections au Bundestag du 18 septembre 2005. Depuis l'époque de la République de Weimar, c'était de loin le meilleur résultat d'un parti situé à gauche de la social-démocratie. Plus d'un million d'électeurs du « Parti de gauche » avaient voté pour le SPD lors des précédentes élections au Bundestag. Les gains du « Parti de gauche » étaient donc « la chair de la chair de la social-démocratie »¹². Fait particulièrement inquiétant pour le SPD, le « Parti de gauche » avait réalisé un très bon score dans deux groupes d'électeurs qui votaient auparavant traditionnellement pour les sociaux-démocrates : il recueillit 12% des voix chez les ouvriers ; et 25% chez les chômeurs¹³. Les gains du « Parti de gauche » dans ces segments de l'électorat furent la clef de son succès lors des élections au Bundestag de 2005.

¹¹ « Selbstmord aus Angst vor dem Tod », *Spiegel Online*, 23 mai 2005.

¹² Nachtwey et Spier, *op. cit.*, p. 69.

¹³ Forschungsgruppe Wahlen, *Bundestagswahl 2005 Wahlbericht*, Mannheim, 2005, p. 68.

La crise de la social-démocratie

Les élections au Bundestag de 2005 n'étaient que le début de l'une des plus graves crises rencontrées par la social-démocratie en presque 150 ans d'histoire. Grâce à une campagne électorale agressive, Gerhard Schröder parvint certes à compenser les mauvais scores de son parti dans les sondages et le SPD remporta finalement 34,2% des suffrages. Mais le SPD était toujours derrière la CDU/CSU, dont le score était faible lui aussi. Emmené par une tête de liste relativement terne, Angela Merkel, le parti conservateur enregistra avec 35,2% des voix son plus mauvais résultat électoral depuis 1949. Immédiatement après le scrutin se posa donc le difficile problème de dégager une majorité de gouvernement viable. La forme allemande classique de coalition, dans laquelle un parti de masse s'allie à un petit parti, n'était plus adaptée à la nouvelle composition du Bundestag. Les seules coalitions possibles étaient celles formées d'un parti de masse et de deux petits partis, ou une « Grande coalition » regroupant la CDU/CSU et le SPD. Toutes ces formules étaient inhabituelles pour l'Allemagne, car elles transcendaient les clivages entre camps.

Très polarisée, la campagne électorale que venait de mener chacun des camps hypothéquait ces deux options¹⁴. L'opposition des libéraux, qui avaient catégoriquement écarté, pendant la campagne électorale, une telle hypothèse, empêcha la formation d'une coalition dite « du feu tricolore »¹⁵, réunissant le SPD, le FDP et les Verts. La formation d'une coalition dite « jamaïcaine » par la CDU, le FDP et les Verts se heurta aux réticences de ces derniers¹⁶. Une coalition « feu rouge » regroupant le SPD, le « Parti de gauche » et les Verts n'avait aucune chance de voir le jour à cause de la présence du dissident Lafontaine et avait déjà été exclue avec véhémence, avant le scrutin, par tous les intéressés. La possibilité d'une « Grande coalition » avait elle aussi été fragilisée par la campagne électorale. Les deux grands partis s'étaient violemment affrontés, y compris au moyen d'attaques personnelles. Le SPD et la CDU/CSU avaient proposé des réponses diamétralement opposées à des questions

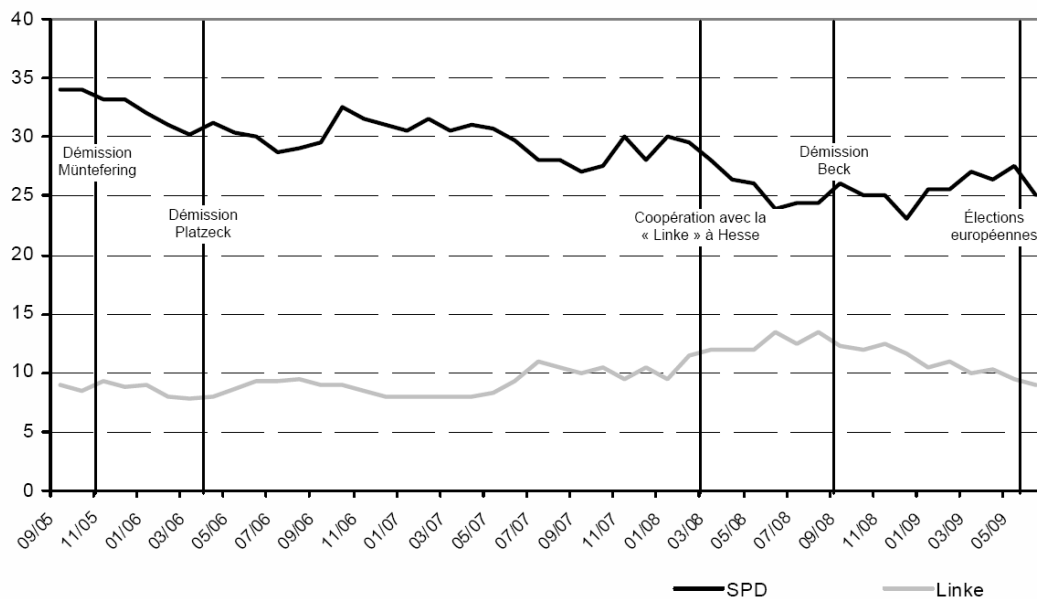
¹⁴ Alemann et Spier, *op. cit.*, p. 58-59.

¹⁵ Cette combinaison est appelée « coalition du feu tricolore » en référence aux couleurs traditionnelles des partis qui la composent : rouge pour le SPD, jaune pour le FDP et vert pour *Die Grünen*.

¹⁶ Cette combinaison est appelée « coalition jamaïcaine » parce que l'addition des couleurs des partis qui la composent forme le drapeau de la Jamaïque : le noir de la CDU/CSU, le jaune du FDP et le vert de *Die Grünen*.

politiques fondamentales, telles que la politique de santé ou la politique fiscale. Un accord entre les personnes et sur le fond semblait difficile à atteindre. De plus, le soir des élections, Schröder avait confirmé sa volonté d'être chancelier. Ce ne fut que lorsqu'il y renonça qu'une Grande coalition, emmenée par la dirigeante de la CDU, Angela Merkel, devint possible et vit le jour au terme d'une brève période de négociations qui se révéla étonnamment constructive.

Fig. 1 : Popularité du SPD et de la « gauche » dans les sondages depuis les élections au Bundestag de 2005



Source : schéma de l'auteur, réalisé sur la base des sondages de l'institut Infratest dimap.

Cependant, la Grande coalition pesait sur les deux grands partis, notamment à cause des forces centrifuges qui, dans de telles coalitions surdimensionnées, fragilisent la cohésion interne des partis mais aussi leur soutien populaire. Lors de l'élection au poste de chancelier, au moins 52 des 448 députés de la CDU/CSU et du SPD refusèrent de voter en faveur d'Angela Merkel. En outre, la première Grande coalition, qui avait dirigé l'Allemagne sous le chancelier Kiesinger de 1966 à 1969, avait montré que ce type d'alliance favorisait particulièrement les petits partis d'opposition. Et, si l'on en croit les sondages, ni la CDU/CSU ni le SPD n'ont jamais réussi à se remettre des mauvais résultats enregistrés lors des élections au Bundestag de 2005. En revanche, les trois autres partis représentés au Bundestag, le FDP, les Verts et le « Parti de gauche », enregistrèrent dans les sondages une nette progression et se stabilisèrent autour d'au moins 10%.

Le « Parti de gauche » put continuer à profiter de son succès aux élections au Bundestag. Sa popularité augmenta dans les sondages réalisés au niveau fédéral, mais il parvint aussi à entrer dans les parlements de Länder de l'Ouest, ce qui n'avait jamais été envisageable pour le PDS. En 2007, le Parti de gauche entra d'abord au *Landtag* de Brême avec 8,4% des voix. En 2008, il envoya des députés dans les *Landtage* de Basse-Saxe (7,1%), de Hesse (5,4%) et de Hambourg (6,4%). Même en Bavière, Land réputé très conservateur, le parti échoua seulement de peu à franchir le seuil des 5% (4,4%). La même année, il mena à bien la fusion formelle des deux partis originels, PDS et WASG, et se baptisa *Die Linke* (« La Gauche »).

Pendant ce temps, la social-démocratie traversait de graves problèmes internes. Son dirigeant Franz Müntefering, qui était relativement populaire, démissionna de manière surprenante peu après la formation de la Grande coalition, après avoir échoué à imposer au comité directeur du parti son candidat pour le poste de secrétaire général face à une éminente candidate de l'aile gauche du parti. Le déficit en personnel du SPD devint visible lorsque le ministre-président du Brandebourg, Matthias Platzeck, dont la notoriété était faible, fut élu à la direction du SPD. Lorsque six mois plus tard, pour des raisons de santé, il se retira à son tour, le ministre-président de Rhénanie-Palatinat Kurt Beck lui succéda. Le choix de ce dernier ne se révéla pas non plus particulièrement opportun, puisque Beck, qui passait pour un homme brave et placide, ne parvint pas à s'imposer face à son adversaire Angela Merkel. Le ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, nettement plus populaire, lui contesta rapidement la tête de liste lors des élections futures au Bundestag.

De plus, l'opportunité d'une collaboration avec *Die Linke* devint une question de plus en plus explosive pour le SPD. Dans beaucoup de Länder, en particulier dans l'Est du pays, les résultats du SPD, relativement faibles par rapport à ceux de la CDU, ne permettaient au parti social-démocrate de diriger un gouvernement qu'en s'appuyant sur Verts et sur *Die Linke*. Il l'avait déjà fait, peu après la réunification, dans les Länder l'Est : en 1994, le PDS avait toléré la mise en place d'un gouvernement de coalition minoritaire vert-rouge en Saxe-Anhalt. En 1998, des accords de coalition « rouge-rouge » furent formellement conclus avec le PDS en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale puis à Berlin. Après le succès du « Parti de gauche », la même question se posa aussi dans divers Länder de l'Ouest, où le « Parti de gauche » entra dans plusieurs *Landtage*. L'option d'une coopération avec *Die Linke* était et est toujours extrêmement impopulaire dans l'opinion publique et même au sein d'une majorité des partisans du SPD – le prochain chapitre de cet article s'attachera à déterminer pourquoi. Mais une telle coopération était surtout une perche tendue aux partis conservateurs, qui pouvaient ainsi à nouveau, non sans quelque raison, dénoncer une possible constitution d'un « front populaire », dans le but de nuire au SPD.

K. Beck traita cette question éminemment délicate avec une grande maladresse. Dans un premier temps, il défendit de manière intransigeante la position selon laquelle son parti ne coopérerait pas avec « la gauche » ailleurs que dans les coalitions déjà conclues en Allemagne de l'Est. Au fil des succès électoraux enregistrés par le « Parti de gauche » lors d'élections aux *Landtage*, y compris à l'Ouest, Beck fut soumis à une pression croissante pour qu'il y tolère certaines formes de coopération. Cette politique eut des effets particulièrement dévastateurs en Hesse. Pendant la campagne pour les élections au *Landtag*, la tête de liste du SPD Andrea Ypsilanti avait exclu toute forme de coopération avec *Die Linke*. Mais le résultat du scrutin ne lui permettait pas d'être élue sans le soutien du parti de gauche. Lorsqu'elle annonça vouloir essayer d'obtenir celui-ci, K. Beck lui accorda finalement son soutien, mais les partis conservateurs ne furent pas les seuls à l'accuser de manquer à sa parole. La veille de l'élection du ministre-président, quatre députés hessois du SPD déclarèrent ne pas vouloir voter avec *Die Linke* et Ypsilanti : la débâcle était totale. La coopération avec le parti de gauche, auparavant fermement exclue, était maintenant recherchée, mais la confiance des électeurs avait été trahie. De surcroît, le SPD avait prouvé qu'il n'était pas en mesure de faire respecter une discipline de parti sur cette question.

Le déficit de popularité du dirigeant du SPD Kurt Beck et son comportement critiquable sur la question de la coopération avec *Die Linke* finirent par lui coûter son poste. Lors des sondages réalisés dans toute l'Allemagne à l'été 2008, le SPD passa sous le seuil des 25% et l'autorité du chef du parti était de plus en plus contestée au sein même du SPD. Lorsque K. Beck laissa finalement à Franck-Walter Steinmeier la préséance en vue de la candidature à l'élection du chancelier, il voulut du moins rendre lui-même cette candidature publique. Alors que la déclaration de la nomination était imminente, le 7 septembre 2008, la presse eut connaissance du projet par des fuites. K. Beck eut l'impression d'avoir été dupé et démissionna de son poste de chef du SPD. Franz Müntefering fut à nouveau nommé à sa succession et doit aujourd'hui disputer les élections au Bundestag avec Franck-Walter Steinmeier en tête de liste SPD.

Bien que les événements liés à la débâcle en Hesse et la crise interne de direction constituèrent le point le plus bas de la chute du parti dans les sondages, le SPD ne parvint pas à renouer avec sa grandeur passée même après que le duo Steinmeier/Müntefering eut stabilisé la situation. L'action impulsée principalement par les ministres sociaux-démocrates dans le cadre de la crise financière et économique actuelle aida certes le SPD à retrouver dans les sondages une popularité de 26 à 28%. Le fait qu'au fil de la crise, la majorité des partis ait soutenu des interventions de l'Etat dans l'économie sape la position de *Die Linke*, dont la popularité s'est stabilisée aux alentours de 10% après avoir culminé à 15%. Mais à quelques mois des élections au Bundestag, le SPD ne parvient pas à tirer profit de cette situation qui devrait en principe lui être favorable.

Lors des élections européennes du 7 juin 2009, il a obtenu 20,8% des voix, ce qui correspond à son score le plus faible lors d'élections organisées dans l'ensemble du pays depuis la Seconde Guerre mondiale. Et avant les élections au Bundestag, le parti social-démocrate doit encore faire face à de difficiles élections aux *Lantage* de Sarre, de Saxe et de Thuringe, lors desquelles il risque d'enregistrer de nouvelles pertes. De plus, la question d'une coopération avec *Die Linke* se pose à nouveau, au moins en Sarre et en Thuringe, où le parti de gauche devrait, selon les prévisions, réaliser un score relativement élevé. En Sarre, c'est le chef de *Die Linke* lui-même qui présente sa candidature à la fonction ministre-président – Oskar Lafontaine a déjà occupé ce poste de 1985 à 1998, mais c'était alors en tant que membre du SPD. Pour les élections au Bundestag de l'automne 2009, la social-démocratie part donc d'une situation extrêmement difficile.

Les relations difficiles du SPD et de *Die Linke*

La question de la collaboration entre le SPD et *Die Linke* se posera donc à l'avenir de plus en plus fréquemment. F. Müntefering exclut actuellement par principe toute forme de coopération avec le parti à l'échelon fédéral¹⁷. Mais il veut autoriser une collaboration au niveau des Länder, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest. Il adopte ainsi la même position que l'ancien dirigeant du parti K. Beck, qui était vivement critiquée jusqu'alors. Au vu de l'ampleur du désastre du SPD en Hesse, qui a trahi son engagement à ne pas coopérer avec *Die Linke*, le parti ne devrait pas revenir sur sa promesse. Sinon, ce serait un suicide politique. Mais le SPD a-t-il encore d'autre choix à moyen terme et en particulier au niveau fédéral ? Dans la situation actuelle, la social-démocratie est structurellement en-dessous des partis de l'Union CDU/CSU. Elle ne peut constituer une majorité vert-rouge qu'exceptionnellement, dans certains Länder tels que celui de Brême. Si elle veut diriger elle-même le gouvernement et ne plus être le partenaire minoritaire d'une Grande coalition, elle n'a plus d'autre choix que celui de rechercher une collaboration avec *Die Linke*. Pour le plus grand malheur du SPD, *Die Linke* est de fait devenue en Allemagne le « faiseur de roi » des gouvernements dirigés par les sociaux-démocrates. Ceci est en quelque sorte l'argument machiavélique en faveur d'une coopération avec *Die Linke*.

Du point de vue du SPD, un autre argument devrait plaider en faveur d'une collaboration avec *Die Linke*. Jusqu'à présent, l'ancien PDS n'a jamais pu tirer profit électoralement d'une coalition avec le SPD. En Saxe-Anhalt, en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale et à Berlin, il a perdu des voix lors de chaque élection qui a suivi une première coopération gouvernementale. Les électeurs de *Die Linke* apprécient les coalitions avec la social-démocratie peut-être encore moins que les électeurs du SPD. Ce phénomène peut du reste être observé partout en Europe de l'Ouest où des partis de gauche sont entrés dans des gouvernements dirigés par des sociaux-démocrates. Partout, que ce soit en France, au Danemark ou en Suède par exemple, l'entrée d'un parti de gauche au gouvernement a des

¹⁷ « Auch Müntefering hat auf die Linke keine Antwort », *Welt Online*, 2 janvier 2009.

répercussions négatives lors des élections suivantes¹⁸. La base militante et l'électorat des partis de gauche, pas seulement en Allemagne, sont trop tournés vers la contestation pour goûter une participation au gouvernement et tout ce qu'elle comporte de compromis accordés du bout des lèvres et de prévenance. Dans l'histoire des partis de gauche d'Europe de l'Ouest, il n'est pas rare que la possibilité d'entrer dans un gouvernement ait engendré des dissensions internes pouvant aller jusqu'à la division du parti. En « embrassant » l'adversaire, le SPD a ainsi la possibilité de reprendre le contrôle de *Die Linke* et peut-être même de regagner des électeurs qui avaient par le passé soutenu la social-démocratie.

Mais de nombreux arguments parlent très nettement en défaveur de toute coopération avec « la gauche ». Les plus importants sont peut-être de nature historique. Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, le mouvement ouvrier allemand est divisé. Il n'était pas rare que le Parti communiste allemand (*Kommunistische Partei Deutschlands*, KPD), issu de cette division, considère la social-démocratie comme son plus grand ennemi. Sous la République de Weimar (1919-1933), il qualifia longtemps le SPD de « social-fasciste ». Les deux camps, KPD et SPD, se livrèrent une lutte acharnée. Après la Seconde Guerre mondiale, dans la zone occupée par les Soviétiques, le KPD et le SPD s'allièrent, sous la pression de la puissance d'occupation, pour former en 1946 le SED. Cette alliance forcée provoqua l'amertume de nombreux adhérents du SPD, y compris justement en Allemagne de l'Ouest. Les adversaires de l'union entre le KPD et le SPD étaient fréquemment poursuivis politiquement en Allemagne de l'Est ou durent fuir en Allemagne de l'Ouest. La domination totalitaire du SED en RDA, le système de surveillance et d'écoute en Allemagne de l'Est, ainsi que les nombreux morts à la frontière entre la RDA et la RFA affectent lourdement la relation à un parti tel que *Die Linke*, qui s'inscrit historiquement et juridiquement dans la tradition du KPD, du SED et du PDS.

Ainsi, il n'est guère surprenant que les adhérents et l'élite politique du SPD soient très critiques quant à une coopération avec *Die Linke*. Paradoxalement, ce n'est plus tant la part de *Die Linke* issue de la tradition du SED et du SPD qui pose problème au SPD : il s'agit en effet surtout de fonctionnaires subalternes et intermédiaires de la RDA, aujourd'hui vieillissants et petits-bourgeois, qui se sont bien adaptés à la vie en République fédérale, sont plutôt pragmatiques et ne défendent guère une idéologie révolutionnaire. Pendant les dernières années de son existence à l'Est, le PDS était un parti populaire, comme le sont la CDU ou le SPD à l'Ouest. Au niveau municipal, même une coopération entre CDU et PDS n'était pas complètement exclue en Allemagne de l'Est.

¹⁸ T. Spier et C. Wirries, « Ausnahmeerscheinung oder Normalität? Linksparteien in Westeuropa », in T. Spier et al. (dir), *Die Linkspartei. Zeitgemäße Idee oder Bündnis ohne Zukunft?*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2007, p. 114.

Le plus grand problème qui se pose pour le SPD est bien plutôt la part de *Die Linke* issue de l'Allemagne de l'Ouest. Là encore, il faut différencier deux catégories. D'un côté, il y a les anciens membres du SPD qui ont quitté leur parti après une lutte souvent âpre et ont créé la WASG. Localement, et surtout en Allemagne de l'Ouest, de nombreux membres du SPD et de *Die Linke* se connaissent bien puisqu'ils ont longtemps milité dans le même parti. Mais la défection de ces sociaux-démocrates déçus a constitué un déchirement ; une nouvelle collaboration ne semble guère possible. De plus, à l'Ouest, le succès du « Parti de gauche » a conduit certains groupuscules de la gauche du SPD à rejoindre *Die Linke* ou les organisations dont celle-ci est issue. Des groupes trotskistes avaient en particulier déjà essayé de prendre le contrôle de la WASG mais s'opposèrent, parfois avec véhémence, à l'association avec le PDS et restèrent un foyer d'agitation au sein du parti après la fusion qui créa *Die Linke*.

Un autre argument important est évidemment celui de l'existence d'incompatibilités programmatiques entre le SPD et *Die Linke*. Il est intéressant de noter que les positions des deux partis sur les questions économiques et sociales ne sont plus aussi éloignées que pendant les années de protestation contre « l'Agenda 2010 ». Les deux partis défendent l'idée d'un salaire minimum garanti par la loi, une gestion plutôt interventionniste de la crise financière actuelle et, sous certaines conditions, une imposition renforcée de catégories de la population particulièrement performantes économiquement. De nombreux points d'accord entre les deux partis existent aussi sur les questions sociales et environnementales. Mais en ce qui concerne la politique étrangère, le SPD ne peut guère partager les positions de *Die Linke*— et l'inverse est sans doute vrai aussi. *Die Linke* milite pour la dissolution de l'OTAN et la renonciation à toute intervention militaire à l'étranger. Sur ce point, une coopération n'est probablement envisageable que si *Die Linke* renonce à ses exigences.

Le rôle des animosités largement personnelles ne doit pas non plus être sous-estimé dans l'hypothèse d'une coopération du SPD avec *Die Linke*. Travailler avec Oskar Lafontaine est aujourd'hui envisageable pour aucun membre de la direction du SPD. Celui qui est considéré en politique comme le fils adoptif du chancelier Willy Brandt, qui a longtemps été ministre-président de la Sarre, tête de liste du SPD lors des élections au Bundestag de 1990, chef du SPD de 1995 à 1999 et ministre fédéral des Finances dans les premières années du gouvernement Schröder, a quitté le parti qui lui a permis d'être ce qu'il est aujourd'hui. Et pis encore : avec *Die Linke*, il a créé une organisation que beaucoup au sein du SPD voient comme la cause principale de la crise qu'ils traversent. Il a sévèrement déçu de nombreux membres du SPD. Beaucoup de membres des cercles dirigeants du SPD n'adresseraient plus la parole à Lafontaine et, a fortiori, ne coopéreraient plus avec lui. Certains évitent même de citer son nom. Il est le Lucifer de la social-démocratie allemande, l'ange déchu qui s'est transformé en adversaire acharné. De nombreux

cadres dirigeants du SPD répètent de manière presque incantatoire qu'une collaboration avec *Die Linke* ne serait de toute manière possible que si Lafontaine n'y jouait aucun rôle. De son côté, *Die Linke* ne peut guère renoncer à sa locomotive électorale. L'importance du rôle joué par Lafontaine dans les succès électoraux du parti n'est pas négligeable. Même ses ennemis reconnaissent ses grands talents d'orateur, qui n'excluent pas des accents populistes. Sans lui, affirment de nombreuses personnes, le parti de gauche deviendrait rapidement insignifiant.

Ainsi une coopération du SPD avec *Die Linke* au niveau fédéral reste-t-elle une pure utopie. Elle n'est actuellement guère plus qu'un scénario d'épouvante brandi par les partis conservateurs, qui espèrent préserver la cohésion de leurs rangs grâce à la figure de l'ennemi et attirer de possibles électeurs du SPD. Le fantôme du « front populaire » ne constitue pas une menace, du moins à court terme, même si une coopération entre le SPD et *Die Linke* ne saurait être exclue au niveau des Länder ni, à moyen ou long terme, au niveau fédéral. Mais pour participer au gouvernement, *Die Linke* en particulier devrait se transformer considérablement. Elle devrait renoncer à la mise en œuvre de nombre de ses positions en matière de politique étrangère et probablement aussi à sa tête de liste, chef de groupe parlementaire et chef de parti, Oskar Lafontaine. Et la base du parti, bien qu'elle ne soit pas toujours satisfaite de Lafontaine, ne semble aujourd'hui pas prête à accepter cela.

Conclusion

A seulement quelques mois des élections au Bundestag, le résultat des élections européennes a représenté un coup dur tant pour le SPD que pour *Die Linke*. Avec 21,5% des voix, le SPD a enregistré son plus bas résultat lors d'un scrutin organisé dans toute l'Allemagne. Si l'on prend en compte le fait que cette élection a été marquée moins par les thèmes européens que par la politique fédérale¹⁹, c'est naturellement un mauvais présage pour la suite de la campagne électorale. Lors de l'interprétation du résultat, il faut cependant considérer que les élections européennes sont typiquement des « élections de second rang », qui ne sont pas seulement empreintes de politique fédérale, mais sont surtout marquées par une particularité : le taux de participation y est faible. Les personnes diplômées et plus âgées sont particulièrement surreprésentées lorsque le taux d'abstention est élevé, mais ces deux groupes n'appartiennent pas à l'électorat typique des deux partis considérés ici, le SPD et *Die Linke*. Il n'est donc guère surprenant que ces deux formations réalisent un score inférieur à la moyenne lors d'élections européennes.

Et pourtant : l'échec électoral du SPD a des répercussions sur la manière dont le parti perçoit sa situation à l'approche des élections au Bundestag. Dans les médias, de nombreux commentateurs analysent ce résultat comme un signe supplémentaire de la crise de la social-démocratie. Le congrès du SPD qui a suivi les élections européennes, le 14 juin 2009, a investi officiellement la tête de liste Steinmeier et entériné le programme électoral, et devait être le prélude de la campagne pour les élections au Bundestag. Mais l'impression d'avoir perdu les élections européennes a conduit à un résultat plutôt ambivalent. Si l'on prend en considération, en outre, le fait que le SPD devra encore faire face à plusieurs élections difficiles aux *Landtage*, qui poseront à nouveau la question de la coalition avec *Die Linke*, alors les temps s'annoncent bien difficiles pour la social-démocratie allemande.

Avec un score de 7,5% des voix, *Die Linke* a certes pu enregistrer une progression par rapport aux précédentes élections européennes. Mais son score s'est révélé nettement inférieur aux 10% qu'annonçaient les sondages pour l'ensemble de l'Allemagne.

¹⁹ Forschungsgruppe Wahlen, *Europawahl in Deutschland 2009*, Mannheim, 2009, p. 1.

Ceci s'explique également par la faible participation électorale, mais ce résultat freine l'élan de *Die Linke*. A l'inverse du SPD, elle peut cependant espérer avoir le vent en poupe lors des prochaines élections aux *Landtage*. Länder de l'Est, la Saxe et la Thuringe font partie des bastions traditionnels de *Die Linke* et du parti prédécesseur, le PDS. Et en Sarre, à l'Ouest, où les partis situés à gauche de la social-démocratie n'ont jusqu'à présent pu obtenir que des résultats marginaux, un score exceptionnel, à deux chiffres, est même possible.

A la plus grande surprise de la plupart des observateurs, *Die Linke* n'a jusqu'à présent guère profité de la crise économique actuelle. Ceci s'explique sans doute en partie par l'image sociale plus marquée que se sont données les partis de masse, CDU/CSU et SPD, et leur capacité d'action qu'attestent les mesures prises par l'exécutif pour limiter les conséquences de la crise économique. Mais si la crise financière avait des répercussions sur l'économie réelle en Allemagne avant les élections au Bundestag, par exemple au travers d'une hausse du taux de chômage, alors *Die Linke* pourrait tirer profit de cette évolution regrettable : celui qui perd son emploi n'est probablement pas enclin à trouver l'action de la Grande coalition suffisante. Dans la dernière ligne droite avant les élections au Bundestag de 2009, qui sont largement ouvertes, le suspense reste élevé, même si le SPD devrait éprouver quelques difficultés à rattraper son retard lors des scrutins qui les précéderont.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. L'Ifri, du côté français, et la DGAP, du côté allemand, en exercent la tutelle administrative. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le Quai d'Orsay et l'Auswärtige Amt et son Conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernemen-tale ; de trouver et présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991. Louis-Marie Clouet y est chercheur. Anne-Lise Barrière travaille au Cerfa comme assistante de recherche et est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ».

Dernières publications du Cerfa

Serge Gouazé, « La justice sociale : une notion polysémique dans le débat préélectoral allemand », Note du Cerfa, n°63, avril 2009

Benjamin Zyla, « L'unilatéralisme avec le sourire : bilan des relations germano-américaines et perspectives pour 2009 », Note du Cerfa, n°62, mars 2009

Heribert Dieter, « L'Allemagne face à la crise financière : entre logiques nationales et solidarité européenne », Note du Cerfa, n°61, février 2009

Hans Stark, « La politique étrangère allemande : entre polarisation et politisation », Note du Cerfa, n°60, janvier 2009